

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.  
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.  
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.  
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, B. C.  
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

# LA PATRIE

**PRIX D'ABONNEMENT :**  
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 15 fr. 50.  
 — Le numéro, ..... 15 centimes.  
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
 — Le numéro, ..... 20 centimes.  
**INSERCTIONS :**  
 ANNONCES, ..... 1 fr. 50 la ligne.  
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co  
 Place de la Bourse, 8  
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12  
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction  
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

## APRÈS BOURSE

### QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0 .....	80 75	» » » »
3 0/0 amortiss. ..	82 45	» » » »
4 1/2 0/0 1883 ..	108 85	» » » »
Cons. anglais ..	99 11/16	» » » »
Italien .....	94 45	» » » »
Flor. autric. (or).	88 3/4	» » » »
Esp. Extér. nouv.	57 5/8	» » » »
Egyptien 6 0/0 ..	328 75	» » » »
Ch. Egyptiens ..	440 »	1 25 » »
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 45	» » » »
Banque ottomane	526 25	2 50 » »

### PARIS, 12 AOÛT

## DERNIÈRES NOUVELLES

### L'AFFAIRE PEL

Melun, 12 août.

Les nouveaux débats de l'affaire Pel, l'honoré de Melun, ont commencé aujourd'hui devant la cour d'assises de Seine-et-Marne, siégeant à Melun, sous la présidence de M. Barthelemy, conseiller à la cour d'appel de Paris.

M. Quysan de Beaurepaire occupe le siège du ministère public.  
 Me Laguerre, député de Vaucluse, est au banc de la défense. Il est assisté par Me Brousse, député des Pyrénées-Orientales, et un avocat de Melun, Me Jolly, le premier défenseur de Pel, est également au banc de la défense.

La salle, qui est petite, est absolument comble. Les dames sont très nombreuses. L'audience est ouverte à 11 heures 1/4. Des jurés supplémentaires sont désignés, et un magistrat est adjoint à la cour, vu la durée des débats.

Tous les journaux de Paris sont représentés.  
 A 11 h. 30, Pel est introduit. Son visage est complètement rasé; il ne porte pas ses lunettes. Son costume est, d'ailleurs, le même qu'aux premiers débats.

Après l'appel et la prestation du serment des jurés, le président procède à la lecture de l'acte de l'accusation, renvoyant Pel devant la cour d'assises de Seine-et-Marne. Lecture est ensuite donnée de l'acte d'accusation. On ne compte pas moins de quarante-cinq tomes.

On croit que les débats dépasseront les trois jours prévus. L'accusé n'est interrogé que sur le cas relatif à Elise Behner. Le président procède à l'interrogatoire de l'accusé qui répond nettement aux questions qui lui sont posées.

La réponse du jury de la Seine sur la question d'empoisonnement d'Eugène Bureaux étant acquise, l'accusé n'est interrogé que sur le cas relatif à Elise Behner. Avant l'interrogatoire, les plans de la maison de Melun ont été placés sous les yeux des jurés.

### LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet, au ministère de la Justice, sous la présidence de M. Brisson.

Ils ont décidé qu'en raison de l'ouverture de la période des vacances, ils ne se réuniraient plus maintenant que tous les huit jours. Le prochain conseil aura lieu jeudi. Le président du conseil, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la guerre resteront à Paris.

Les ministres se sont entretenus de toutes les questions se rattachant à l'administration intérieure, ainsi que de celles se rapportant à la politique extérieure et plus particulièrement à l'organisation de l'Annam et du Tong-King.

M. le ministre de la guerre a donné communication de la dépêche qu'il vient de recevoir du général de Courcy, et dont nous donnons plus loin le texte.  
 M. Allain a lu une adresse aux préfets, pour être transmise aux conseils généraux, sous une circulaire relative à la question des chemins vicinaux.

### CHINE ET TONG-KING

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy une dépêche datée de Haiphong, 12 août, 7 h. matin.

Le général fait connaître qu'il est arrivé à Haiphong pour y établir un quartier-général pendant l'épidémie cholérique.

A la date du 10 août, le nombre des malades était de 64; le 11 août, 19 cas nouveaux ont été signalés, tous en dehors de l'hôpital; décès ce jour-là, 17; restent 56 malades atteints plus ou moins gravement.

Plusieurs infirmiers ayant été frappés, de nombreux volontaires s'offrent pour soigner les cholériques.

Le moral de tous est excellent.  
 Le général garde la Gironde, qui doit être mouillée aussi près que possible de Haiphong pour servir de vaisseau-hôpital, si les circonstances l'exigent.

Hanoi, 12 août.

Le transport la Gironde est arrivé ici, ayant à bord le colonel H-ringer.

Le conseil de guerre qui a été formé est ainsi composé : président, le général Munier; juges, les colonels Mourlan et Maussion; les lieutenants-colonels Callet et Heintz; rapporteur, le lieutenant-colonel Mersier.

Les troupes vont être cantonnées dans les villages pour être plus à l'aise.

La dépêche suivante, signée par Mgr Van Camille, évêque de Saigon, le 8 août, à 1 h. 40, est reçue à 4 h. 30 au Séminaire des missions étrangères de Paris :

« Poirier, Guégan, Carin, Macé, Martin (clerc missionnaire), mais aussi avec plus de dix mille chrétiens; assassinats et incendies continuent. Vicariat anéanti. »

### INTÉRIEUR

L'état de santé de Son Em. Monseigneur le cardinal Guibert, s'est aggravé depuis deux jours. Le vénérable prélat ne prend presque plus de nourriture. C'est à peine si de l'après-midi, il peut absorber quelques cuillerées d'un bouillon très léger.

Malgré son état de grande faiblesse, Son

Eminence ne cesse de s'intéresser aux affaires du diocèse.

Nous apprenons également que Mgr Lecourtier, archevêque de Sébastie, est dangereusement malade. Les nouvelles que nous avons fait prendre aujourd'hui à son domicile, boulevard Saint-Germain, font malheureusement entrevoir un dénouement fatal d'un moment à l'autre.  
 Mgr Lecourtier est âgé de quatre-vingt-quatre ans.

### Les marchands de vin au Cirque d'hiver.

La chambre syndicale des débitants de vins du département de la Seine ne néglige aucune occasion d'exprimer bruyamment ses doléances. Si elle n'a-t-elle pas le but qu'elle se propose, ce dont la majorité des consommateurs se félicite, elle recourt après chaque réunion de nouveaux adhérents; c'est toujours cela de gagné. Donc, de temps en temps, cette chambre syndicale convoque — toujours au Cirque d'hiver — ses nombreux adhérents à de grandes réunions corporatives.

Aujourd'hui, l'occasion est, comme le déclare M. H. Duvier, leur président, dans sa lettre de convocation. « La veille des élections législatives. » M. Edouard Lockroy, République et avec le scrutin de liste, chacun des membres de la chambre syndicale dispose d'un chiffre respectable de voix, a accepté avec enthousiasme la présidence de ce meeting qui s'ouvre au moment où nouscrivons. Il s'agit d'un certain nombre de très vites et de conseillers municipaux.

Malheureusement, et c'est là le moindre défaut de ces réunions, le consommateur n'est pas admis à émettre son opinion, bien qu'il soit un peu intéressé dans la question, ou en convie.

L'ordre du jour est le suivant :

De la loi de 1851-1855 sur les falsifications;  
 Du laboratoire municipal de Paris;  
 De la suppression de la moyenne des vins;

De la réforme de l'impôt;  
 Des lois de 1816 et des droits sur les alcools;  
 De l'annistie.

Les délégués sénatoriaux du département de Seine-et-Marne seront probablement convoqués pour le 27 septembre, à l'effet d'être un sénateur en remplacement de M. Adam, décédé.

Saint-Omer, 12 août.

Ce matin à eu lieu, sur la place du Marché aux bestiaux, l'exécution de Louis Pail, un des deux frères qui, le 8 mars dernier, assassinèrent la veuve Mollet à Saint-Folquin.

Une foule nombreuse assistait à l'exécution.

Toulon, 12 août.

La situation sanitaire n'inspire aucune inquiétude. L'autorité continue à prendre des mesures de précaution.

### EXTERIEUR

Londres, 12 août.

La reine a créé vicomte le général Wolseley.

Une dépêche de Vichy annonce la mort de l'écrivain Lord Houghon.

L'augmentation de l'effectif des troupes anglaises dans l'Inde sera de 6,000 hommes.

Dans les cercles politiques on pense que la prorogation du Parlement aura lieu vendredi.

La Chambre des Communes a adopté en troisième lecture le bill tendant à faciliter les achats de fermes en Irlande.

Londres, 12 août.

On mande de Copenhague au Standard que, d'après certains bruits, il serait question de fiancer le prince Waldemar de Danemark à la princesse Marie, fille aînée du duc de Chartres.

Berlin, 12 août.

Le comte Kalnoky, ministre des affaires étrangères d'Autriche, accompagné de M. Achrentz, conseiller de département, est arrivé ici ce matin et après un court arrêt est reparti pour Varzin où il va faire une visite au prince de Bismarck.

## INFORMATIONS

On a prétendu que notre protectorat sur l'Annam serait établi dans des conditions identiques à celui que nous exerçons en Tunisie.

Rien n'est moins exact.

Notre protectorat en Tunisie, surtout depuis que M. Cambon est pourvu du titre de résident général, a un caractère essentiellement civil; au contraire, dans l'Annam l'organisation proposée par le général de Courcy est essentiellement militaire.

Est-ce un bien dans un pays où le métier des armes n'est guère en honneur?

Sans vouloir traiter cette question à fond, nous nous bornerons à faire remarquer que dans le projet que le commandant en chef vient d'être autorisé à appliquer, notre résident à Hué, M. de Champeaux, est réduit au rôle de simple agent d'exécution.

Depuis longtemps déjà on reconnaît que l'isolement des malades est une des conditions essentielles de réussite des grandes opérations chirurgicales.

Malheureusement, les exigences des divers services de l'Assistance publique n'ont pas permis jusqu'à présent de pourvoir nos hôpitaux de pavillons spéciaux.

Cette lacune va être comblée: nous apprenons que des salles d'isolement, établies dans des bâtiments construits ad hoc, vont être aménagés dans les principaux établissements hospitaliers de la capitale: la

Plûé, Beaujon, Saint-Antoine, Necker et Laënnec.

### L'octroi de Paris

L'administration publique aujourd'hui les recettes de l'octroi de Paris en juillet, et récapitulant les résultats de la période antérieure, elle donne l'état complet des recettes réalisées par l'octroi depuis le commencement de l'année courante.

Le mois de juillet s'est malheureusement signalé par de nouvelles diminutions de produits.

Eu égard aux évaluations budgétaires pour ce mois, la diminution de recettes est de 863,960 francs.

Comparativement aux produits de juillet 1884, la diminution est de 721,940.

Rapprochés des constatations précédentes, les résultats des sept mois écoulés de l'année 1885 sont en diminution de 3,477,433 francs sur les évaluations budgétaires, et en diminution également de 2,737,558 francs sur les produits de la période correspondante de 1884.

Comme 1884 se trouvait déjà en décroissance notable par rapport à 1883, la continuation du fait témoigne ainsi de la crise qui règne à Paris sur l'ensemble de la consommation intérieure.

Et comme la consommation suit en général le degré d'aisance des habitants, on peut tirer des chiffres qui précèdent d'assez fâcheux indices.

Les principales moins-values se remarquent sur les articles suivants :

Boissons .....	diminution 1,262,744 fr.
Comestibles .....	80,980
Matériaux .....	950,133
Bois à brûler .....	531,716
Fourrages .....	199,492

Rien ne faisant pressentir la fin de cet état de choses, on peut prévoir que l'exercice actuel se soldera en perte très importante.

## LE DÉLIRE ROUGE

En France, on a cessé généralement dans la bourgeoisie de suivre, avec l'attention qu'elles méritent, les évolutions des sectes socialistes: la politique parlementaire n'est qu'une trompe-l'œil absorbant. Son agitation, toute en surface, captive, passionne les esprits légers, qui forment la masse bourgeoise dans cette nation, et les empêche de voir au delà, c'est-à-dire au-dessous. Pourtant, ce dessous existe; et lorsqu'il est possible d'y jeter un coup d'œil furif, les cœurs les mieux trempés, les intelligences les plus fermes se prennent d'épouvante à constater l'activité sourde mais incessante des ateliers de la destruction sociale.

A l'étranger, l'on se montre plus clairvoyant et l'on ne traite pas le socialisme par l'indifférence et par « la blague », comme on le fait en France. M. de Bismarck, dans les Etats héréditaires du roi de Prusse, et même dans tout l'empire allemand, les hommes d'Etat d'Autriche-Hongrie, traquent les sectes révolutionnaires avec une décision qui montre qu'ils ont conscience du péril public. En Italie, les ministres de gauche qui sont au pouvoir s'efforcent d'enrayer la propagation d'une dangereuse agitation agraire. En Suisse même, le gouvernement fédéral, comprenant les lourdes responsabilités que lui crée l'hospitalité donnée sur le sol helvétique au ramassis de sectaires d'écoles différentes qui des quatre coins du monde se sont donné rendez-vous à l'abri de ses montagnes, vient de prendre et d'exécuter une résolution fort curieuse. Il a publié les résultats d'une enquête faite par ses agents sur le nombre, la condition et même sur les tendances des réfugiés révolutionnaires qui ont établi leur demeure dans l'enceinte territoriale de la Confédération. C'est un volume de sept cents pages qui contient quantité de faits, de documents, de statistiques et d'aveux de l'inépuisable plus pressant. Nous nous promettons d'en soumettre quelques extraits à nos lecteurs, lorsque l'espace ne nous fera pas défaut. En attendant, une analyse succincte nous paraît suffisante pour légitimer les conclusions que nous en voulons tirer.

Après un historique des origines des principales associations révolutionnaires, historique qui n'a pas grande valeur, parce qu'il néglige de mentionner l'action politique de ces associations sur les destinées récentes des divers gouvernements d'Europe, l'enquête helvétique reconnaît implicitement que malgré certaines divergences de doctrines, les groupes révolutionnaires ont obéi jusqu'ici à des motifs d'ordre précis et coopéré à l'exécution d'un plan qui n'a rien de secret d'ailleurs, puisqu'il a été arrêté, révélé et adopté au grand jour à Londres, en 1881, par les membres d'un Congrès international. Ce plan tendait au bouleversement social du monde entier.

Il prescrivait seulement aux adeptes de se servir d'abord des moyens légaux pour armer les classes des peuples les uns contre les autres. La propagande par les journaux, par les livres, par le drapeau et par le roman, l'usage des bulletins de vote en vue de désorganiser de plus en plus les gouvernements existants, d'abaisser, d'anéantir, de dévorer de plus en plus l'autorité, étaient recommandés comme des moyens d'action, provisoires sans doute, mais efficaces. C'est là l'explication du débordement de productions littéraires socialistes qui nous a étonnés

depuis deux ou trois ans, et dont certains critiques se sont occupés sans en pénétrer les causes ni les tendances secrètes.

Or, l'enquête helvétique établit que les révolutionnaires commencent à douter de l'efficacité de ces procédés. Ils ont constaté avec surprise que leurs efforts de propagande n'avaient produit que des résultats dérisoires, et le document fédéral nous apprend qu'ils sont actuellement presque tous d'accord pour préconiser et adopter eux-mêmes l'emploi de moyens plus énergiques. L'école du poignard et de la torche, l'école russe de la dévastation systématique et préméditée, l'école de Bakounine l'emporte décidément. Les conciliabules révolutionnaires s'adonnent de nouveau à l'étude de la chimie appliquée à la destruction des personnes et des immeubles. Bref, un accès nouveau du délire rouge menace d'ensanglanter encore une fois l'Europe.

Les conclusions de l'enquête helvétique ne vont pas au delà de cette constatation de l'état d'esprit actuel des sectaires de la Révolution. Mais elles suffiraient à des esprits clairvoyants pour leur dicter leurs devoirs.

C'est un avertissement que le Conseil fédéral suisse donne à tous les Etats qui l'avouissent. Il leur crie: « Gare au pétalement d'ailes et aux coups de couteau! » Après quoi, il aura parfaitement le droit de se laver les mains, comme fit Pilate.

Nous sommes assurés que cet avertissement ne sera pas perdu pour les hommes d'Etat allemands, autrichiens, russes, italiens et même espagnols. Mais existe-t-il en France un ministre qui veuille l'entendre et qui puisse en profiter? Non: la France est en République, et cela dit tout.

Nous rappelons à nos amis qui auraient des communications à adresser au Comité central Impérialiste que le siège de ce Comité est 29, rue d'Anjou. Les bureaux sont ouverts de deux heures à cinq heures.

## L'ACCUSÉ

— C'est aujourd'hui que commence, devant la cour d'assises de Melun le procès de Jules Ferry...

— Pardon: le procès de Pel.  
 — Pourquoi Pel, et pas Ferry? Ce doit être Ferry, car enfin, de quoi s'agit-il? L'accusé est convaincu d'avoir fait disparaître diverses personnes: c'est bien Jules Ferry! N'est-il pas coupable de la mort de tant de braves qu'il a envoyés au Tong-King sous les plus fallacieux prétextes? N'est-il pas désigné par l'indignation publique?

— L'accusé, dit-on, est retors, sournois, menteur.  
 — C'est Ferry, encore Ferry et toujours Ferry, qui s'est fait du mensonge éhonté une profession, une carrière.

— Pel est un habile coquin, qui a fait disparaître toutes les pièces à conviction.  
 — Parfaitement! Jules Ferry n'a pas son pareil pour faire disparaître des dépêches compromettantes. Il serait donc souverainement étonnant que Jules Ferry fût assis aujourd'hui, devant la cour d'assises, sur le banc des accusés, à côté de Pel.

— Ce serait trop humiliant pour Pel, et il aurait le droit de protester.

## ABUS DE POUVOIR

Se sachant menacé d'une mise en disponibilité, M. Schnerb, préfet de la Gironde, s'est demandé comment il pourrait s'y prendre pour parer un coup si cruel. Il a, en effet, mécontenté et irrité à peu près tout le monde; et, comme nous le disions l'autre jour, beaucoup de ses administrés, même républicains, sollicitent la faveur d'être débarrassés de lui.

On conçoit aisément que, prévenu du danger, il ait cherché à le conjurer. Dans ce but, il n'a trouvé rien de mieux que de faire du zèle.

Il a pensé qu'il s'agissait pour lui de prouver au gouvernement qu'il n'est pas fait pour assister en simple spectateur à la lutte électorale, qu'il est en état d'y prendre part et tout prêt à pratiquer la candidature officielle par tous les moyens qu'un préfet républicain peut avoir sous la main.

Simplement pour donner un spécimen de son savoir-faire, il vient de suspendre de ses fonctions le maire de la commune de Branne, M. Esquissaud. Ce maire, d'après lui, aurait commis un abus de pouvoir, et méconnu la loi de 1881 sur les réunions publiques; pourtant, le parquet de Libourne, saisi d'abord de l'affaire, a refusé de poursuivre, ce qui prouve qu'il n'a trouvé M. Esquissaud coupable d'aucun délit. Le préfet de la Gironde a donc procédé et simplement substitué sa juridiction administrative à celle du tribunal, et c'est lui, alors, évidemment, qui a commis un abus de pouvoir.

Il espère qu'on lui en saura gré. M. Schnerb s'est dit que, pour soutenir leurs candidats et leur gouvernement, MM. Brisson et Allain-Targé auraient besoin de préfets disposés à ne reculer devant aucune énormité. Lui ne recule pas; il brise parfaitement les maires sans savoir pourquoi, et fait connaître qu'il place sa fantaisie au-dessus de la volonté des électeurs. Est-ce donc après

un pareil exploit que le ministère des sous-Ferry persistera encore à se séparer d'un collaborateur aussi précieux?

## LE PRIX DU PAIN

La préfecture de la Seine vient d'arrêter l'évaluation officielle du prix du pain, à Paris, d'après les résultats des transactions connues de la dernière quinzaine.

Le prix moyen du quintal de farine ayant été de 30 fr. 60 c. 1/2, auquel il convient d'ajouter pour les frais de panification 12 fr. 22 c. 1/2, le kilog. de pain de première qualité (à raison de 130 kilog. de pain par 100 kilog. de farine) est revenu à 33 centimes.

Pour les 2 kilog. de pain, cela fait 66 centimes.

## La guerre perpétuelle

Depuis quelques mois déjà, il est convenu que nous sommes en paix avec la Chine et avec tout le monde indo-chinois; plus de guerre au Tong-King, ni dans l'Annam; en un mot, tout est fini. M. Jules Ferry réclame les honneurs du triomphe, et M. de Freycinet s'essuie le front pour la peine qu'il aurait pu se donner.

Du moment que la période des batailles est ainsi terminée, on a dû penser naturellement qu'il ne devait plus être question que d'organiser le protectorat, puis, que enfin nous voilà investis du titre de protecteurs du Tong-King. En effet, on a parlé d'un projet d'organisation administrative et judiciaire élaboré tout expressément.

Un de nos confrères du matin a même cru qu'il était temps de faire usage de ce beau projet.

Mais non. Une note officielle vient de paraître, dans laquelle on lit que la nouvelle est inexacte :

« Provisoirement, et jusqu'à ce que la pacification soit plus avancée, l'Annam » et le Tong-King relèvent du ministère de la guerre, et le ministère de la marine et des colonies continue de pourvoir aux besoins des divers services administratifs.

Le gouvernement s'est réservé de « statuer ultérieurement sur le mode » d'organisation définitive du protectorat » rat et sur le département ministériel » auquel on en confiera la direction. »

Ce qui veut dire, en bon français, que la paix n'est pas la paix, que la guerre continue de fait, et qu'elle pourra continuer longtemps encore.

On verra plus loin que l'apaisement, en effet, n'avance pas dans le Tong-King où les Pavillons-Noirs sont toujours sur pied, et que dans l'Annam, où la révolte a eu pour prétexte une question d'impôt, de grande ou de petite porte, le régime militaire est plus que jamais indispensable.

Nombre de dames étaient présentes avec tous les artistes de Pest, MM. de Lesseps, le général Tiirr, Coppée, Massenet, Escalier et Clairin ont dansé la *csardas* hongroise.

Hier matin, après une visite au château royal et au reliquaire de St-Étienne, la caravane française s'est rendue à un déjeuner monstre auquel assistait l'ambassadeur de France.

La journée s'est continuée par une visite à l'île Marguerite, et l'archiduc Joseph, qui en est le propriétaire, a retenu nos honorables compatriotes à dîner.

Le soir à l'Opéra, et toujours en leur honneur, on donnait *Hérodiade*.

Parmi les nombreux cadeaux qui ont été faits à la princesse Béatrice, à l'occasion de son mariage, le plus beau et le plus précieux est sans contredit celui qui lui a été offert par S. M. l'impératrice Eugénie.

Ce cadeau se composait de deux services: l'un à thé, l'autre à café... en or massif.

On sait que S. M. l'impératrice affectionne d'une façon toute particulière la jeune princesse, qui fut, dit-on, fiancée à son fils.

On annonce que M. Taine est en ce moment en villégiature sur les bords du lac d'Annecy, où il travaille au cinquième volume de son grand ouvrage: *Les Origines de la France contemporaine*.

M. Taine, dans cet ouvrage remarquable, dissipe le mirage qu'on nous avait donné jusqu'ici pour la réalité.

Sans parti pris, sans hostilité préconçue contre les clercs et les hommes, c'est au nom de la vérité seule, à coups de faits et de documents, qu'il réédite à juste valeur toute la fausse monnaie qui a eu trop longtemps cours, et qu'il détruit la fameuse légende révolutionnaire qui a perverti tant de générations.

Lorsque l'ouvrage de M. Taine paraîtra, il sera bon de le lire et de le faire lire.

Les obsèques de M. Marie-Nicolas-Antoine, marquis d'Ors, conseiller honoraire à la Cour de cassation, commandeur de la Légion d'honneur, ont eu lieu aujourd'hui, en l'église Saint-Augustin.

Sous le vestibule de la maison mortuaire, 64, boulevard Malesherbes, décoré avec beaucoup de soin par M. de Borniol, des draperies noires, lamées et frangées d'argent, étaient tendues sur tout le pourtour.

Cà et là des écussons aux armes du défunt, portant la devise *Dei dono, sum quod sum* « Par la grâce de Dieu, je suis ce que je suis », en complétaient la décoration. La veille du corps était faite par deux Potites Soeurs des pauvres.

Les honneurs militaires ont été rendus par un bataillon du 113<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne.

Pendant le défilé, la musique a joué la Marche funèbre de Grütner.

Le deuil était conduit par MM. d'Ors, lieutenant au 20<sup>e</sup> régiment d'artillerie, et Charles Dupuy, notaire, confrère de la *Gazette de France*, tous deux cousins du marquis d'Ors.











